

Vincennes, le 6 octobre 2017

N/Réf. : CODEP-PRS-2017-040896

DPMS Paris Distribution
7, rue Louis Martin
ZAC des cerisiers
77400 THORIGNY SUR MARNE

Objet : Inspection sur le thème de la radioprotection
Identifiant de l'inspection : INSNP-PRS-2017-0399

Références : Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1333-17 et R. 1333-98.
Code du travail, notamment le livre IV de la quatrième partie.
Récépissé de déclaration de manipulation et entreposage de DFCI dans le cadre de la maintenance de systèmes de sécurité incendie référencé C770109 référencé CODEP-PRS-2016-005038 du 4 février 2016

Monsieur,

Dans le cadre des attributions de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en références, concernant le contrôle de la radioprotection, une inspection a eu lieu le 22 septembre 2017 dans votre établissement.

Je vous communique ci-dessous la synthèse de l'inspection ainsi que les principales demandes et observations qui en résultent.

Les demandes et observations relatives au respect du code du travail relèvent de la responsabilité de l'employeur ou de l'entreprise utilisatrice tandis que celles relatives au respect du code de la santé publique relèvent de la responsabilité du déclarant.

Synthèse de l'inspection

L'inspection du 22 septembre 2017 a porté sur le contrôle du respect de la réglementation relative à la radioprotection des travailleurs ainsi qu'aux modalités d'enregistrement, aux règles de suivi et à l'élimination des détecteurs de fumée à chambre d'ionisation (DFCI). Les inspecteurs ont rencontré le gérant de l'entreprise et la personne compétente en radioprotection externe.

Au vu du contrôle par sondage effectué, il ressort que les modalités d'enregistrement et de suivi des détecteurs ioniques pris en charge par la société sont globalement prises en compte. L'organisation relative à la radioprotection des travailleurs doit être améliorée sur certains points.

Les points d'amélioration relevés pour répondre aux exigences réglementaires sont relatifs notamment à la réalisation des contrôles techniques externes de radioprotection et à l'exhaustivité des contrôles internes de radioprotection.

Les inspecteurs ont regretté que la personne compétente en radioprotection n'ait été présente qu'une partie du temps malgré la lettre d'annonce d'inspection qui mentionnait la nécessité de sa participation pour toute la durée

du contrôle.

L'ensemble des constats relevés est repris ci-dessous.

-

A. Demandes d'actions correctives

• Contrôles techniques externes de radioprotection

Conformément à l'article R. 4451-32 du code du travail, indépendamment des contrôles réalisés en application de l'article R. 4451-31, l'employeur fait procéder périodiquement, par un organisme agréé mentionné à l'article R. 1333-95 du code de la santé publique ou par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), aux contrôles des sources et des appareils émetteurs de rayonnements ionisants mentionnés au 4° de l'article R. 4451-29 et aux contrôles d'ambiance mentionnés à l'article R. 4451-30. Les modalités et les périodicités de ces contrôles sont précisées en annexe 1 et 3 de la décision n°2010-DC-0175 de l'ASN du 4 février 2010.

Conformément à R. 1333-96 du code de la santé publique, les rapports de contrôle techniques de radioprotection externes sont transmis au titulaire de l'autorisation ou au déclarant de l'appareil ou de l'installation contrôlée ainsi qu'au chef d'établissement qui les conserve pendant dix ans.

Les inspecteurs ont constaté qu'aucun contrôle technique de radioprotection externe n'avait été effectué sur l'installation.

A1. Je vous demande de veiller à ce que les contrôles externes de radioprotection de vos installations soient réalisés de façon annuelle.

• Contrôles techniques internes de radioprotection

L'article 3 de la décision n°2010-DC-0175 de l'ASN du 4 février 2010 précisant les modalités techniques et les périodicités des contrôles prévus aux articles R. 4451-29 et R. 4451-30 du code du travail ainsi qu'aux articles R. 1333-7 et R. 1333-95 du code de la santé publique, dispose que :

- les modalités et les périodicités des contrôles techniques de radioprotection des sources et des appareils émetteurs de rayonnements ionisants, les contrôles d'ambiance et les contrôles de la gestion des sources et des déchets sont définies en annexe 1 et 3 de cette même décision ;*
- les modalités et les périodicités des contrôles internes des appareils de mesure et des dispositifs de protection et d'alarme sont définies en annexe 1 et 2 de cette même décision.*

Le rapport de contrôle technique interne de radioprotection daté de décembre 2016 a été consulté. Il est apparu qu'aucune mesure de radioactivité n'avait été effectuée sur le lieu d'entreposage. Les inspecteurs ont rappelé que bien qu'il n'y ait pas de détecteurs entreposés le jour du contrôle interne une mesure aurait permis de s'assurer de l'absence de contamination due à une éventuelle source ayant perdu son intégrité.

A2. Je vous demande de veiller à ce que l'ensemble des points de contrôles de radioprotection internes applicables soient réalisés sur vos installations, selon les périodicités indiquées dans la décision n°2010-DC-0175 de l'ASN.

• Information et formation des travailleurs exposés à la radioprotection

Conformément à l'article R. 4451-47 du code du travail, les travailleurs susceptibles d'intervenir en zone surveillée, en zone contrôlée ou sur les lieux de travail des établissements mentionnés au deuxième alinéa de l'article R. 4451-2 bénéficient d'une formation à la radioprotection organisée par l'employeur. Cette formation porte sur :

- 1° Les risques liés à l'exposition aux rayonnements ionisants ;
- 2° Les procédures générales de radioprotection mises en œuvre dans l'établissement ;
- 3° Les règles de prévention et de protection fixées par les dispositions du présent chapitre.

La formation est adaptée aux procédures particulières de radioprotection touchant au poste de travail occupé ainsi qu'aux règles de conduite à tenir en cas de situation anormale.

Conformément à l'article R. 4451-49 du code du travail, pour les femmes enceintes et les jeunes travailleurs mentionnés aux articles D. 4152-5 et D. 4153-34, la formation tient compte des règles de prévention particulières qui leur sont applicables.

Conformément à l'article R. 4451-50 du code du travail, la formation est renouvelée périodiquement et au moins tous les trois ans. Elle est en outre renouvelée chaque fois que nécessaire dans les cas et selon les conditions fixées aux articles R. 4141-9 et R. 4141-15.

Il a été déclaré que la salariée susceptible d'être exposée en raison de l'entreposage de détecteurs au sein de l'établissement avait été formée aux risques associés aux sources radioactives contenues à l'intérieur. Le suivi de la formation n'a pas fait l'objet d'une traçabilité. Les inspecteurs ont rappelé que la formation devait être adaptée au poste de travail ainsi qu'aux règles de conduite à tenir en cas de situation anormale.

A3. Je vous demande de former périodiquement les personnes en charge de la manipulation de détecteurs ioniques ou susceptibles d'être exposées et que la formation comporte l'ensemble des items exigés par l'article R. 4451-47 du code du travail et qu'elle soit adaptée aux règles de conduite à tenir en cas de situation anormale. Vous assurerez la traçabilité de réalisation de cette formation. Vous me transmettez le support de formation ou les objectifs pédagogiques définis pour cette formation.

- **Sécurisation des sources radioactives**

Conformément à l'article R. 1333-51 du code de la santé publique, toute mesure appropriée doit être prise pour empêcher l'accès non autorisé aux sources radioactives, leur perte, leur vol ou les dommages par le feu ou l'eau qu'elles pourraient subir. Après tout événement susceptible d'avoir endommagé une source, notamment un incendie ou une inondation, le chef d'établissement fait procéder à une vérification de l'intégrité de chaque source.

Les inspecteurs se sont interrogés sur les mesures mises en place pour le stockage des détecteurs ioniques afin d'empêcher les dommages des sources par le feu. Ils ont constaté qu'il n'y avait pas de moyens de détection en place.

A4. Je vous demande de me présenter les dispositions retenues pour limiter les dommages par le feu des détecteurs stockés dans votre établissement.

B. Compléments d'information

Sans objet

C. Observations

Sans objet

* * * * *

Vous voudrez bien me faire part, **sous deux mois**, des remarques et observations, ainsi que des dispositions que vous prendrez pour remédier aux constatations susmentionnées. Pour les engagements que vous prendriez, je vous demande de les identifier clairement et d'en préciser, pour chacun, l'échéance de réalisation.

L'ensemble de ces éléments peut être transmis à l'adresse électronique : paris.asn@asn.fr, en mentionnant notamment dans l'objet le nom de l'établissement et la référence de l'inspection.

Enfin, conformément à la démarche de transparence et d'information du public instituée par les dispositions de l'article L. 125-13 du code de l'environnement, je vous informe que le présent courrier sera mis en ligne sur le site Internet de l'ASN (www.asn.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

SIGNEE PAR : B. POUBEAU